



**PRÉFÈTE
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires du Gers
Service Eau et Risques**

**RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX
CONCERNANT LE CURAGE DU PLAN D'EAU L32-119-008
COMMUNE DE EAUZE**

DOSSIER N° 32-2020-00112

**LA PRÉFÈTE DU GERS
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 28 Juillet 2020, présenté par MADAME LA DE LA BARRIERE Patricia, enregistré sous le n° 32-2020-00112 et relatif au curage du plan d'eau L32-119-008 ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**MADAME DE LA BARRIERE Patricia
CHATEAU D'ESBEROUS
32800 EAUZE**

concernant : **le curage du plan d'eau L32-119-008**

dont la réalisation est prévue dans la commune d' EAUZE.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D)	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie d'EAUZE où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet départemental de l'État durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Fait à Auch, le 28 juillet 2020

 Direction Départementale des Territoires et de l'Équipement Rural
GERS
Préfète et par délégation
pour le Directeur départemental des territoires,
le chef de service eau et risques adjoint,
Guillaume POINCHEVAL

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.



**PRÉFÈTE
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires du Gers
Service Eau et Risques
Unité Ressources en Eau et Milieu Aquatique**

Auch, le 28 juillet 2020

le directeur départemental des territoires

à

**MADAME DE LA BARRIERE Patricia
CHATEAU D'ESBEROUS
32800 EAUZE**

**OBJET : Dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :
le curage du plan d'eau L32-119-008 sur la commune d' EAUZE
Accord sur dossier de déclaration**

PJ : Certificat de commencement des travaux - Certificat d'achèvement des travaux

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

le curage du plan d'eau L32-119-008 sur la commune d' EAUZE

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 28 Juillet 2020, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Les recommandations suivantes peuvent être mise en œuvre : filtration des eaux relâchées en aval de l'étang lors du curage, remise en eau de l'étang très progressive, préserver les prairies alentours du lac (sites de pontes).

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune d'Eauze pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'État durant une période d'au moins six mois.

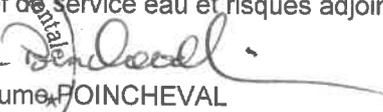
Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Mon service devra être averti de la date de début et d'achèvement des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service.

Copie pour information :
- Albret Communauté – Animatrice Natura
2000

le chef de service eau et risques adjoint,

Guillaume FOINCHEVAL

Les Informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

Affaire suivie par : Fabienne AMIELL
Mél. : ddt-lacs@gers.gouv.fr
Tél : 05 62 61 53 77
19 Place du Faucil - 32000 AUCH

OBLIGATION D'INFORMATION DE LA DATE DE COMMENCEMENT ET D'ACHEVEMENT DES TRAVAUX

En signant votre dossier de demande, vous vous êtes engagé à :

- **informer de la date de démarrage du chantier, au moins 8 jours avant le début des travaux :**
 - le Service eau et risques de la DDT32 :
 - par téléphone aux agents instructeurs de votre dossier (numéros de téléphone disponibles dans les correspondances)
 - par mail aux agents instructeurs de votre dossier ou : ddt-ser@gers.gouv.fr
 - le service départemental de l'OFB : Office Français de la Biodiversité (sd32@ofb.gouv.fr)

- **informer de la date d'achèvement des travaux**
 - le Service eau et risques de la DDT32 (ddt-ser@gers.gouv.fr), à l'aide du formulaire joint.

- **en cas de problème ou d'incident :**
 - interrompre immédiatement les travaux et prendre des dispositions afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu et sur l'écoulement des eaux,
 - prévenir immédiatement la gendarmerie nationale (17) et les pompiers (18),
 - prévenir dans les meilleurs délais le Service eau et risques de la DDT32 et le service départemental de l'OFB (sd32@ofb.gouv.fr).

Le numéro de référence de votre dossier **32-2020-00112** doit être rappelé lors de toute correspondance.

A retourner à :

**Direction Départementale des
Territoires
du Gers**

Service Eau et Risques – unité REMA
19, Place de l'Ancien Foirail, BP 342
32007 AUCH Cedex 09

Nom, Prénom ou Raison Sociale : MADAME LA DE LA BARRIERE

Adresse : « CHATEAU D'ESBEROUS », 32800 EAUZE

Commune de situation du projet : EAUZE

Nature du projet : le curage du plan d'eau L32-119-008

Numéro de dossier : 32-2020-00112

Dossier suivi par : Fabienne AMIELL

Date de commencement prévu des travaux :(le service Eau et Risques sera prévenu au moins 15 jours ouvrés avant le début des travaux).

Les travaux seront réalisés conformément au récépissé de déclaration, aux éléments contenus dans le dossier déposé, aux arrêtés ministériels de prescriptions générales sus-visés, et à l'arrêté de prescriptions spécifiques le cas échéant.

Les intervenants attestent avoir pris connaissance des éléments listés ci-dessus

Date et signature (précédé de la mention "lu et approuvé") :

Le pétitionnaire

(nom)

l'entreprise

(nom)

le maître d'œuvre

(nom)

A retourner à :

**Direction Départementale des
Territoires
du Gers**

Service Eau et Risques – unité REMA
19, Place de l'Ancien Foirail, BP 342
32007 AUCH Cedex 09

Nom, Prénom ou Raison Sociale : MADAME LA DE LA BARRIERE

Adresse : « CHATEAU D'ESBEROUS », 32800 EAUZE

Commune de situation du projet : EAUZE

Nature du projet : le curage du plan d'eau L32-119-008

Numéro de dossier : 32-2020-00112

Dossier suivi par : Fabienne AMIELL

Date d'achèvement des travaux :

Les travaux sont réalisés conformément au récépissé de déclaration, aux éléments contenus dans le dossier déposé, aux arrêtés ministériels de prescriptions générales sus-visés, et à l'arrêté de prescriptions spécifiques le cas échéant.

Date et signature (précédé de la mention "lu et approuvé") :

Le pétitionnaire

(nom)

l'entreprise

(nom)

le maître d'œuvre

(nom)